

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 28 juillet 2025

Nos réf. : SHM/TA/MI n° 25 - 217

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPAC COMPAGRI Siège

29, rue de la Gare
52310 BOLOGNE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juillet 2025 dans l'établissement SEPAC COMPAGRI Siège implanté 29, rue de la Gare - 52310 BOLOGNE. L'inspection a été annoncée le 15 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le principal danger présenté par les silos de stockage de céréales ou de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables est l'explosion. La réglementation encadrant l'exploitation de ces installations insiste par conséquent sur le nettoyage régulier des locaux et équipements.

Il s'agit de la première mesure de prévention du risque d'explosion à mettre en œuvre par les exploitants de silos, car la présence de poussières accumulées dans les différentes zones des bâtiments accroît considérablement la probabilité et les conséquences d'une éventuelle explosion.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'examen de l'application effective de cette mesure de prévention sur une partie des silos de la Haute-Marne.

Le caractère inopiné et la période de la moisson ont été retenus afin de constater l'état réel d'empoussièrement des installations en cette période critique de haute activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPAC COMPAGRI Siège
- 29, rue de la Gare - 52310 BOLOGNE
- Code AIOT : 0005701297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SEPAC de BOLOGNE "gare" comporte des installations de stockage de céréales (silos) et une installation de stockage d'engrais solides (dont ammonitrates).

Thèmes de l'inspection :

- ATEX : Risques accidentels, Explosion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositifs de nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté l'absence de poussière dans le silo à l'exception de la galerie supérieure empoussiérée par le remplissage en cours de cellules.

Néanmoins, l'inspection demande le nettoyage des structures de la charpente des silos au regard de l'empoussièrement cumulé.

Concernant les installations électriques, le rapport de contrôle de la société VERITAS montre des non-conformités qui n'ont pas été levées. En conséquence, et sur ces deux points de non-conformité, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète un arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : La vérification des installations électriques a été réalisée le 10 février 2025. Le rapport relatif à la conformité électrique et à la prévention des risques liés aux effets de l'électricité statique et aux courants vagabonds, référencé 009554621_00014_00005_00001, a été présenté. Le rapport fait état de 11 non-conformités. Le plan d'actions associé n'a pas été présenté. L'inspection des installations classées propose un projet d'arrêté de mise en demeure à la signature de Madame la Préfète demandant un plan d'actions et un échéancier de levée de non conformités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la propreté des installations sur tous les niveaux. Seule la galerie supérieure en cours de remplissage montrait un empoussièrément normal en exploitation. L'inspection a fait remarquer une agglomération de poussière qui se trouvait sur les structures de la charpente, l'exploitant a indiqué que ce nettoyage nécessite l'intervention de cordistes et ne peut se faire que les cellules vides. Ce point de contrôle n'est pas conforme aux prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositifs de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : Le site dispose d'une centrale d'aspiration. Les caractéristiques du dispositif d'aspiration s'appuient sur un indice de protection IP5X minimum, conformément article 9 du même arrêté ministériel. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite